

Colloque Confrontations 6 février 2016
« Vivre les identités »
Culturelles, religieuses, politiques

Conclusion de Guy Coq¹

Il est impossible de réussir une conclusion générale pour une journée aussi riche.
J'ai prévu de souligner 6 points

1- L'urgence de resituer tous les débats que nous avons eus aujourd'hui dans un contexte historique. Voir notamment le lien fort entre l'histoire religieuse et politique de notre pays et l'incapacité de véritablement construire la mémoire de notre pays si on l'ampute de la dimension religieuse. Et là-dessus on est extrêmement en retard.

2- A propos du multiculturalisme et de l'insécurité culturelle. Il faut prendre conscience – et Laurent Bouvet l'a bien marqué – d'une distinction entre le fait multiculturel – c'est un fait et il est idiot de le nier – et le multiculturalisme comme norme. C'est un des axes important du livre de Laurent Bouvet.

Les deux sont la plupart du temps confondus et du coup, le multiculturalisme donne lieu au durcissement des identités les unes contre les autres.

Le multiculturalisme, comme norme, construit sur les différences des identités fermées sur elles-mêmes.

Je vais citer Bouvet lorsqu'il dit : « l'accent n'est plus mis sur ce qui est commun à l'ensemble des citoyens, c'est à dire sur ce qui est proprement politique au sens de la délibération et du choix collectif ».

Le grand problème, c'est la mise au premier plan des identités minoritaires tournées vers elles-mêmes empêchant de prendre en compte la dimension politique véritable qui n'est pas de travailler sur les différences mais de reconstruire le commun et de le faire vivre.

Nous avons été dans le multi culturalisme sans rivage,

Je vais citer quelqu'un qui la reconnu tardivement mais qui était en plein dans ce multiculturalisme – Jacques Lang –. Évoquant les années 80, Jacques Lang disait « nous étions tout joyeux d'accueillir le multiculturel, nous avons oublié ce qui est commun, nous nous désintéressions de ce qui est commun ». Et dans ce qui est commun, la crise des identités culturelles, dont parle fort bien Bouvet, il y a ce qui n'est pas d'une minorité culturelle – c'est à dire ces populations, parfois pauvres, qui n'ont pas le droit à une identité, qui n'ont pas le droit d'être en malaise de leurs identités.

Reprendre tout cela, nous évitera d'en rester face aux votes dangereux d'extrême droite, à l'invective, alors qu'il y a forcément quelque chose à comprendre. Ne plus évacuer l'identité française avec la culture.

3 – A propos de l'enjeu de la nation. Il est apparu chez plusieurs de nos intervenants comme dans le livre d'un absent que l'on cité à juste raison – Pierre Manent – ou encore aussi chez un auteur sous pseudonyme – Languille. Ce dernier montre l'impossibilité du cosmopolitisme, c'est à dire de la réduction des

¹ Philosophe, membre du Conseil d'administration de Confrontations AIC

sociétés aux deux piliers : les droits de l'homme et les principes démocratiques (cf Constantin Languille « La possibilité du cosmopolitisme », Collection Le Débat, Gallimard). Comment répondre au sens commun de ce qui dit l'unité du social, peut-on faire l'économie de la Nation ?

L'enjeu de la nation – qui n'est revenu en force que de manière émotionnelle – c'est de passer à autre chose que l'émotion, d'aller plus loin que l'émotion. Le problème qui se pose aujourd'hui c'est le face à face bien analysé par Paul Thibaud d'un individualisme sans limite et d'un universalisme abstrait. L'erreur est de croire qu'à partir de l'individu, sans médiations on puisse réaliser l'universel.

Je renvoie à l'article de Paul Thibaud des Études publié en mars. Le problème qui se pose à nous et qu'il faut creuser c'est pourquoi faut-il des médiations, comment peuvent se faire les médiations ? La médiation en contexte chrétien s'est faite non pas en faisant l'empire – comme répondant de la chrétienté – mais la fondation des nations dans un pluriel.

D'autre part, à propos de la Nation, il faut la prendre comme projet – j'ai bien aimé cette formule dans la belle intervention de Laurent Bouvet - non pas comme retour en arrière, fixation sur un passé, mais comme quelque chose que l'on a constamment à reconstruire ensemble. C'est la même chose pour la République.

4- Une des erreurs qui m'apparaît actuellement dominante, très importante par rapport à la laïcité c'est qu'on lui demande de tout faire.

C'est peut-être cela que j'appellerai la crise - Je suis un peu en malaise devant cette idée de crise – parce que comme tout le monde je peux lire ce que disent les ministres et je voudrais citer les propos de Bernard Cazeneuve devant le conseil permanent de l'épiscopat français dans une déclaration tout à fait remarquable : « Je suis convaincu que l'État n'a pas à faire prévaloir un objectif de laïcisation de la société ni à s'employer à faire reculer la présence ou la visibilité du fait religieux dans un espace public ».

Il y a toujours eu des tentatives pour « durcir » ou remettre en cause la laïcité. Mais la position de l'Etat demeure : la laïcité, c'est la loi de 1905 et sa jurisprudence. Ce sont des textes de loi, c'est une tradition juridique. Et pour l'instant le cap me paraît bien connu à quelques débordements près dans des formules de responsables politiques.

5- Nos débats ont également abordé la question de la place des religions dans la République. J'ai beaucoup aimé le propos de G. Bencheik tout à l'heure, parce qu'il fait le travail du côté du théologien. Mais nous, en tant que citoyen de la république, nous avons - s'agissant de l'intégration des populations récemment française à passer de l'interreligieux à l'action ensemble pour un monde commun. Ce n'est pas simplement du côté de l'amitié des religions entre elles que l'on recomposera cet espace commun. Parce que cet espace commun, il faut vraiment le reconstituer du côté de la pensée du politique et cela n'est pas facile.

Un sociologue, récemment, écrivait dans le Monde, « il faut faire face à la désaffiliation politiques par rapport à la communauté nationale »². C'est un mot très fort et très juste que l'on retrouve par rapport au problème des jeunes qui basculent dans le djihadisme. Ils trouvent dans ce mouvement barbare un

² Amel Boubakeur

substitut à une intégration politique, à une identification politique qui n'a pas eu lieu.

6- Enfin à propos du christianisme et de ses défis, j'aurais aimé qu'il y ait une discussion entre Paul Thibaud et Claude Dagens. Mais cela n'a pas été possible. Paul Thibaud a très bien marqué que le problème de l'Eglise contemporaine c'est d'avoir perdu le contact et le lien avec le politique. Non pas qu'elle devrait intervenir pour influencer le politique mais qu'elle intègre dans sa réflexion la référence au commun, la référence à la Nation, la référence à la République.

P. Thibaud parlait de conforter la politique et non pas de la dominer. La question est comment développer dans le Christianisme ce retour à une prise en compte du politique. P. Thibaud a remarqué fort bien, que ce lien existait à une certaine époque au 20eme siècle. Il avance quelques propositions constructives :

1) Réagir contre la « fatalité sans but » qui écrase actuellement le politique. C'est un enjeu qui devrait interpeller les chrétiens.

2) Aider à articuler l'orientation vers l'universel par une reconnaissance de la nécessité des sujets historiques collectifs que demeurent les Nations. Le christianisme, religion historique devrait renouer les liens avec l'histoire commune.

3) Insister sur l'idée de la politique démocratique comme capacité de création, ce qui est le moyen d'échapper à la paralysie du fatalisme.

4) Éclairer l'action des chrétiens dans le monde par un retour sur ce terme décisif : l'incarnation